MFV.

L. 18.722/2/V.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
12-09-1988
Vandenneerdebroeke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 23 août 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités de fonctionnement du collège des gouverneurs de province institué par l'article 131bis de la loi provinciale" et invité, le 29 août 1988, par le Ministre à lui communiquer cet avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 31 août 1988 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 23 augustus 1988 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het college van provinciegouverneurs ingesteld bij artikel 131bis van de provinciewet", en op 29 augustus 1988 door de Minister om mededeling van dat advies verzocht, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft op 31 augustus 1988 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations qui suivent.

EXAMEN DU PROJET.

Préambule.

Pour les raisons qui seront exposées à propos de l'article 9 (devenant 10), il y aura lieu de viser à l'alinéa 1er non seulement l'article 131bis, mais aussi l'article 104bis de la loi provinciale.

L'alinéa 1er devrait donc être rédigé comme suit :

"Vu la loi provinciale, notamment l'article 104bis inséré par la loi du 6 juillet 1987 et l'article 131bis inséré par la loi du 9 août 1988;".

Article 1er.

De l'accord des fonctionnaires délégués, l'article 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le collège des gouverneurs de province visé à l'article 131bis de la loi provinciale, ci-après dénommé "le collège", se compose de dix membres. Ceux-ci sont répartis, pour l'application du présent arrêté, en un groupe linguistique français et un groupe linguistique néerlandais comptant l'un et l'autre cinq membres.

Les gouverneurs des provinces de Hainaut, Namur, Liège et Luxembourg font partie du groupe linguistique français; les gouverneurs des provinces d'Anvers, Limbourg, Flandre orientale et Flandre occidentale, du groupe linguistique néerlandais.

Le Ministre de l'Intérieur détermine le groupe linguistique dont font partie le gouverneur et le vice-gouverneur de la province de Brabant".

Article 2.

1. Il n'est pas d'usage d'insérer dans le corps d'un article appelé à être d'application définitive une disposition essentiellement temporaire comme l'est l'alinéa 4 du paragraphe 1er de l'article 2 en projet. Il est proposé de faire de cet alinéa une disposition finale précédant celles qui, respectivement, se rapportent à l'entrée en vigueur et à l'exécution de l'arrêté.

2. Le paragraphe 2 définit l'ancienneté des membres du collège.

Comme cette disposition a un caractère général en ce qu'elle s'appliquera non seulement à l'article 2, mais aussi à l'article 3 et à l'article 4, il est proposé, de l'accord des fonctionnaires délégués, d'en faire un article séparé qui pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 5.-

L'ancienneté des membres du collège se détermine par la date de leur nomination à la fonction de gouverneur ou de vice-gouverneur et, en cas de nomination à la même date, par l'âge".

La subdivision en paragraphes devrait donc être supprimée dans les articles 2 et 3.

Article 3.

En raison de l'insertion de l'article 5 nouveau, le paragraphe 2 devrait être supprimé.

Article 4.

1. Au début de l'article, il serait préférable d'écrire :

"Le collège ne délibère valablement que si au moins six de ses membres appartenant en nombre égal au groupe linguistique français et au groupe linguistique néerlandais sont présents".

2. De l'accord des fonctionnaires délégués, la règle énoncée dans la deuxième phrase serait exprimée de façon plus précise en ces termes : "... le ou les membres les moins anciens du groupe linguistique le plus nombreux s'abstiennent de siéger en vue d'assurer la parité".

.../...

3. Selon les déclarations des fonctionnaires délégués, l'intention du Gouvernement est que le scrutin soit secret. Cette règle doit être énoncée dans l'arrêté en projet; elle pourrait l'être sous la forme d'un second alinéa à insérer dans l'article 4 et rédigé comme suit :

"Le collège émet son avis par un vote au scrutin secret".

Article 5 (devenant l'article 6).

1. De l'accord des fonctionnaires délégués, la règle énoncée au paragraphe 3, alinéa 1er (du moins dans le texte français), gagnerait à être assouplie. Le texte suivant est proposé :

"Le collège établit son règlement d'ordre intérieur au plus tard à la date du ...".

2. Le Conseil d'Etat se demande si l'alinéa 2 ne fait pas double emploi avec l'article 4 et si, par conséquent, cette disposition est bien nécessaire.

+

L'intitulé du chapitre II serait rédigé de manière plus conforme à la terminologie du droit administratif ainsi qu'il suit :

"Chapitre II. Du collège en tant qu'autorité administrative".

.../...

Pour les mêmes motifs, l'intitulé du chapitre III serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre III. Du collège en tant que juridiction".

Article 6 (devenant l'article 7).

1. Au début de l'article, il serait préférable d'écrire :

"Dans les cas visés à l'article 2, alinéa 4, à l'article 87, § 2, à l'article 88, § 2, et à l'article 88ter de la loi communale, ainsi qu'à l'article 113, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, le gouverneur ...".

2. A la fin de l'article, il faudrait écrire plus exactement :

"..., le gouverneur de la province de Hainaut ou de Limbourg notifie son avis ou sa proposition au président du collège".

Article 7 (devenant l'article 8).

1. Pour des raisons d'ordre légistique, il faut écrire : "... l'article 22, alinéa 4, ..." et non "l'article 22, alinéa final ...".

2. De l'accord des fonctionnaires délégués, il se recommanderait d'assigner un délai à la formulation de la proposition; la deuxième phrase pourrait être rédigée comme suit :

"Après avoir entendu le mandataire intéressé, il notifie dans les ... jours sa proposition au président du collège".

Article 8 (devenant l'article 9).

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Dans les cas visés aux articles 7 et 8, l'avis est émis sous la forme soit d'un avis conforme, soit d'un avis négatif".

2. Pour les motifs déjà indiqués, il faudrait écrire à l'alinéa 2 :

"... qui suit la notification de l'avis ou de la proposition".

Article 9 (devenant l'article 10).

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition pose, sans le résoudre, un problème délicat d'interprétation touchant le champ d'application de l'article 104bis, inséré dans la loi provinciale par la loi du 6 juillet 1987 modifiant certaines dispositions de la loi provinciale : cette disposition et, par conséquent, l'arrêté royal du 17 septembre 1987 relatif à la procédure devant la députation permanente dans les cas où elle exerce une mission juridictionnelle, s'appliquent-ils à l'ensemble des cas où la députation permanente exerce une mission juridictionnelle et, notamment, au cas où elle exerce une telle mission en matière électorale communale ?

Plusieurs raisons commandent de donner à cette question une réponse affirmative.

1. On peut, en premier lieu, faire valoir deux arguments de texte :

a) la phrase liminaire de l'alinéa 1er est énoncée en termes tout à fait généraux : "Dans tous les cas où ...";

b) dans l'alinéa 2, le législateur a pris soin d'exclure de l'habilitation donnée au Roi de fixer les délais de recours à la députation permanente "les cas prévus aux titres V et VI de la loi électorale communale et aux articles 18, 21 et 22 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale"; cette exclusion expresse n'aurait guère de sens si le législateur n'avait pas entendu que l'article 104bis fût applicable au contentieux des élections communales.

2. L'examen des travaux préparatoires de la loi du 6 juillet 1987 conduit à la même interprétation.

L'article 104bis trouve son origine dans une proposition que le Conseil d'Etat, section de législation, avait faite dans un premier avis et répétée dans l'avis

.../...

donné sur l'avant-projet (1) qui allait devenir la loi du 6 juillet 1987. La suggestion ainsi faite n'avait pas été retenue par le Gouvernement, mais elle a été reprise dans un amendement de M. le Député De Beul (2) qui fut adopté par la Commission de l'Intérieur sans opposition du ministre.

Dans la logique de sa suggestion, le Conseil d'Etat avait proposé l'abrogation expresse des alinéas de l'article 104 qui se rapportaient au contentieux des élections communales. Cette seconde proposition n'a pas été suivie par la commission, sans que le rapport fait au nom de celle-ci permette de savoir pourquoi (3).

Cependant, on peut lire ce qui suit dans un nouvel avis que le Conseil d'Etat, section de législation, a donné le 9 juillet 1985 à la demande du Président du Sénat :

> "Le Conseil d'Etat avait fait observer que l'adoption de ce texte (l'article 104bis) devait entraîner l'abrogation des alinéas 7 à 9 de l'article 104. Cette suggestion n'a pas été retenue par la Chambre des Représentants, mais l'abrogation de l'article 104, alinéas 7 à 9, n'en sera pas moins certaine. Il serait, toutefois, préférable que cette abrogation fasse l'objet d'une disposition expresse" (4).

.../...

(1) Chambre, 781 (1983-1984), n° 1, page 6.

(2) Chambre, 781 (1983-1984), n° 5, page 2.

(3) Chambre, 781 (1983-1984), n° 12, page 17.

(4) Sénat, 767 (1984-1985), n° 5, page 2.

A ce propos, le Ministre de l'Intérieur a fait en Commission la déclaration suivante :

> "On aurait dû abroger les alinéas 7 à 9 de l'article 104 de la loi provinciale. Tout le monde sait que l'abrogation peut être expresse ou tacite. Le Conseil d'Etat se borne d'ailleurs à préciser qu'il est préférable qu'elle soit expresse. L'article 21 du projet voté par la Chambre prévoit d'ailleurs que le Roi peut mettre les textes des lois qui sont implicitement modifiés en concordance avec les dispositions délibérées en conseil des ministres" (1).

Cette déclaration ne peut être interprétée que comme une approbation de la thèse de l'abrogation implicite des alinéas indiqués de l'article 104, même si elle ne s'est pas accompagnée du dépôt d'un amendement, ce qui peut s'expliquer par le désir d'éviter un renvoi du projet devant la Chambre des Représentants ou au moins de limiter l'objet d'un tel renvoi.

L'approbation par le ministre de la thèse de l'abrogation implicite des dispositions de l'article 104 qui ont trait au contentieux des élections communales indique de manière certaine que, dans l'esprit du législateur, l'article 104bis en projet s'appliquait bien à ce contentieux.

3. On peut trouver une confirmation de l'interprétation ici défendue dans des déclarations des deux

.../...

---

(1) Sénat, 149 (1985-1986), n° 2, page 3.

ministres successifs de l'Intérieur présentant l'article 104bis en projet comme une sorte d'étape vers la création de juridictions administratives à compétence générale appelées à succéder aux députations permanentes notamment dans le contentieux dont il s'agit (1).

Pour ces différentes raisons, le Conseil d'Etat est d'avis que l'arrêté en projet se conformerait exactement à la loi en rendant applicables à la procédure devant le collège des gouverneurs les dispositions de l'arrêté royal du 17 septembre 1987.

Il y aurait lieu, toutefois, de procéder à certaines adaptations rendues nécessaires par les situations différentes qui sont à la base des deux procédures.

C'est en s'inspirant notamment de l'arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en cas de recours prévus par l'article 76bis de la loi électorale communale que le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"L'arrêté royal du 17 septembre 1987 relatif à la procédure devant la députation permanente dans les cas où elle exerce une mission juridictionnelle est d'application dans les cas visés aux articles 18bis et 21bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale et à l'article 77bis de la loi électorale communale sans préjudice des délais que ces articles rendent applicables et sous les réserves suivantes :

.../...

---

(1) Déclaration du Ministre de l'Intérieur en séance publique de la Chambre le 7 novembre 1984, après-midi (Annales, page 440) et déclaration du Ministre de l'Intérieur devant la Commission de la Chambre (Chambre 790/4 (1986-1987), page 10).

1° au lieu de : "la députation permanente", il convient de lire : "le collège";

2° l'article 3, alinéa 1er, 3°, n'est pas d'application;

3° par dérogation à l'article 4, le recours au collège doit être adressé ...;

4° les fonctions assignées au greffier provincial sont exercées par ...;

5° une copie de la requête est transmise au bourgmestre de la commune pour y être, pendant ... jours ouvrables, déposée au secrétariat communal où quiconque pourra en prendre connaissance ou copie pendant trois heures au moins par jour ouvrable; dans les trois jours ouvrables de la réception de la requête, un avis indiquant pour chaque recours introduit le nom du requérant et la commune en cause est publié au Moniteur belge et au Mémorial administratif de la province; cet avis signale que toute personne peut prendre connaissance de la requête au sécrétariat communal; dès réception de la requête, le bourgmestre en informe le public par un avis publié dans la forme ordinaire et mentionnant les heures de consultation; l'avis reste affiché à la maison communale pendant les jours de consultation; la durée de l'affichage est constatée par une attestation signée par le bourgmestre et par le secrétaire; l'attestation est adressée au collège dès l'expiration du délai d'affichage.

Sous les réserves énoncées aux 2° et 5° de l'alinéa 1er, l'arrêté royal du 17 septembre 1987 est également applicable aux recours pour lesquels la députation permanente est demeurée compétente".

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il s'indique d'apporter d'autres adaptations à l'arrêté du 17 septembre 1987 en s'inspirant, par exemple, de l'article 6 de l'arrêté royal du 15 juillet 1956.

Le dernier alinéa du texte proposé, sans être indispensable, puisque le législateur a admis l'existence de différences objectives entre les communes auxquelles l'arrêté en projet sera essentiellement applicable et les autres communes du Royaume, a néanmoins paru utile afin de réduire dans toute la mesure du possible les différences de régime entre les unes et les autres.

Article 11 (nouveau).

Il y a lieu d'insérer sous ce numéro la disposition temporaire qui figure à l'article 2 du projet, disposition qui pourrait être rédigée comme suit :

"Par dérogation à l'article 6, § 1er, le Ministre de l'Intérieur fixe la date de la première réunion du collège et en convoque les membres".

.../...

Article 10 (devenant l'article 12).

De l'accord des fonctionnaires délégués, la disposition correspondrait mieux aux intentions du Gouvernement dans la rédaction suivante :

"Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

L'article 11 devient l'article 13.

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Aanhef.

Om de redenen die in verband met artikel 9 (dat artikel 10 wordt) zullen worden uiteengezet, moet in het eerste lid niet alleen naar artikel 131bis, maar ook naar artikel 104bis van de provinciewet worden verwezen.

Het eerste lid zou dus als volgt gesteld moeten worden :

"Gelet op de provinciewet, inzonderheid op artikel 104bis, ingevoegd bij de wet van 6 juli 1987, en op artikel 131bis, ingevoegd bij de wet van 9 augustus 1988;".

Artikel 1.

Het zou beter zijn artikel 1 als volgt te redigeren; de gemachtigde ambtenaren zijn het hiermee eens :

.../...

"Artikel 1.-

Het in artikel 131bis van de provinciewet bedoelde college van provinciegouverneurs, hierna "het college" genoemd, bestaat uit tien leden. Deze worden voor de toepassing van dit besluit ingedeeld in een Nederlandse en een Franse taalgroep met elk vijf leden.

De gouverneurs van de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen behoren tot de Nederlandse taalgroep; de gouverneurs van de provincies Henegouwen, Namen, Luik en Luxemburg behoren tot de Franse taalgroep.

De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt tot welke taalgroep de gouverneur en de vice-gouverneur van de provincie Brabant behoren".

Artikel 2.

1. Het is niet gebruikelijk om in een artikel dat bedoeld is om blijvend toepassing te vinden, een in wezen tijdelijke bepaling op te nemen zoals het vierde lid van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 2 er een is. Voorgesteld wordt van dat lid een slotbepaling te maken die zou voorafgaan aan de andere slotbepalingen die onderscheidenlijk betrekking hebben op de inwerkingtreding en op de uitvoering van het besluit.

.../...

2. Paragraaf 2 bepaalt de anciënniteit van de leden van het college.

Aangezien deze bepaling van algemene aard is doordat zij niet alleen voor de toepassing van artikel 2, maar ook voor die van artikel 3 en artikel 4 geldt, wordt voorgesteld - de gemachtigde ambtenaren sluiten zich hierbij aan - er een afzonderlijk artikel van te maken, dat als volgt geredigeerd zou kunnen worden :

"Artikel 5.-

De anciënniteit van de leden van het college wordt bepaald door de datum waarop zij in het ambt van gouverneur of van vice-gouverneur zijn benoemd en, als zij op dezelfde datum zijn benoemd, door hun leeftijd".

De indeling in paragrafen zou dus in de artikelen 2 en 3 moeten vervallen.

Artikel 3.

Wegens de invoeging van het nieuwe artikel 5 zou paragraaf 2 moeten vervallen.

Artikel 4.

1. Aan het begin van het artikel zou het verkieslijk zijn te schrijven :

.../...

"Het college kan slechts op geldige wijze beraadslagen en besluiten als ten minste zes leden van wie een gelijk aantal tot de Nederlandse en tot de Franse taalgroep behoren, aanwezig zijn".

2. Het voorschrift dat in de tweede volzin is geformuleerd zou in de volgende bewoordingen nauwkeuriger kunnen worden uitgedrukt; de gemachtigde ambtenaren zijn het hiermee eens : "..., onthoudt het jongstbenoemde lid of onthouden de jongstbenoemde leden van de talrijkste taalgroep zich ervan zitting te nemen, ten einde de pariteit te verzekeren".

3. Volgens de verklaringen van de gemachtigde ambtenaren is het de bedoeling van de Regering dat de stemming geheim zal zijn. Dit voorschrift behoort in het ontworpen besluit te worden geformuleerd; dat zou kunnen geschieden in de vorm van een in artikel 4 in te voegen tweede lid, dat als volgt zou luiden :

"Het college brengt zijn advies uit bij geheime stemming".

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

1. Het zou beter zijn het voorschrift vervat in paragraaf 3, eerste lid (althans in de Franse tekst), enigszins te versoepelen; de gemachtigde ambtenaren zijn het hiermee eens. De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Het college stelt zijn reglement van inwendige orde vast uiterlijk ...".

2. De Raad van State vraagt zich af of het tweede lid geen herhaling is van artikel 4 en of die bepaling bijgevolg wel noodzakelijk is.

+

Het opschrift van hoofdstuk II zou meer in overeenstemming zijn met de terminologie van het administratief recht indien het aldus werd gesteld :

"Hoofdstuk II. Het college als administratieve overheid".

Om dezelfde redenen zou het beter zijn het opschrift van hoofdstuk III als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk III. Het college als rechtscollege".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

1. Aan het begin van het artikel zou het verkieslijk zijn te schrijven :

.../...

"In de gevallen bedoeld in artikel 2, vierde lid, in artikel 87, § 2, in artikel 88, § 2, en in artikel 88ter van de gemeentewet, alsmede in artikel 113, tweede lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, ...".

2. Aan het slot van het artikel zou men ter wille van een grotere nauwkeurigheid moeten schrijven :

"..., brengt de gouverneur van de provincie Henegouwen of van de provincie Limburg zijn advies of zijn voorstel ter kennis van de voorzitter van het college".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

1. Om redenen van wetgevingstechniek schrijve men : "... artikel 22, vierde lid, ..." en niet "artikel 22, laatste lid ...".

2. Het zou raadzaam zijn te bepalen binnen welke termijn het voorstel moet worden gedaan; de gemachtigde ambtenaren zijn het hiermee eens. De tweede volzin zou als volgt geredigeerd kunnen worden :

"Na de belanghebbende mandataris gehoord te hebben, brengt hij zijn voorstel binnen ... dagen ter kennis van de voorzitter van het college".

.../...

Artikel 8 (dat artikel 9 wordt).

1. Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"In de gevallen bedoeld in de artikelen 7 en 8 wordt het advies verleend in de vorm van hetzij een eensluidend advies, hetzij een negatief advies".

2. Om de reeds vermelde redenen, zou in het tweede lid moeten worden geschreven :

"... die volgt op de kennisgeving van het advies of van het voorstel".

Artikel 9 (dat artikel 10 wordt).

Zoals deze bepaling is gesteld, brengt zij, zonder het op te lossen, een netelig probleem van interpretatie aan de orde dat te maken heeft met de werkingssfeer van artikel 104bis, dat in de provinciewet ingevoegd is door de wet van 6 juli 1987 tot wijziging van sommige bepalingen van de provinciewet. De vraag kan worden gesteld of die bepaling en, bijgevolg, het koninklijk besluit van 17 september 1987 betreffende de procedure voor de bestendige deputatie in de gevallen waarin deze een rechtsprekende taak vervult, van toepassing zijn op alle gevallen waarin de bestendige deputatie een rechtsprekende taak vervult en, inzonderheid, op het geval waarin zij een zodanige taak vervult ter zake van gemeenteraadsverkiezingen.

.../...

Verscheidene redenen nopen ertoe die vraag bevestigend te beantwoorden.

1. Men kan in de eerste plaats twee tekstargumenten aanvoeren :

a) de inleidende volzin van het eerste lid is in zeer algemene bewoordingen geformuleerd : "In alle gevallen waarin ...";

b) in het tweede lid heeft de wetgever ervoor gezorgd "de gevallen bepaald in de Titels V en VI van de gemeentekieswet en in de artikelen 18, 21 en 22 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn" buiten de machtiging te houden die aan de Koning wordt verleend om de termijnen te bepalen voor het instellen van beroep bij de bestendige deputatie; die uitdrukkelijke uitsluiting zou geen zin hebben indien de wetgever het niet zo had bedoeld dat artikel 104bis van toepassing was op de regeling van geschillen inzake gemeenteraadsverkiezingen.

2. Het onderzoek van de parlementaire voorbereiding van de wet van 6 juli 1987 leidt tot dezelfde interpretatie.

Artikel 104bis vindt zijn oorsprong in een voorstel dat de Raad van State, afdeling wetgeving, had gedaan in een eerste advies, en dat hij herhaald had in

zijn advies over het voorontwerp (1) dat de wet van 6 juli 1987 zou worden. Dat voorstel was door de Regering niet in aanmerking genomen, maar werd overgenomen in een amendement van de heer Volksvertegenwoordiger De Beul (2), dat door de Commissie voor de Binnenlandse Zaken werd aangenomen zonder verzet van de minister.

In logische samenhang met zijn voorstel had de Raad van State de uitdrukkelijke opheffing voorgesteld van de leden van artikel 104 die mede sloegen op de regeling van geschillen inzake gemeenteraadsverkiezingen. Dat tweede voorstel werd niet bijgetreden door de Commissie, en uit het namens haar uitgebrachte verslag is niet op te maken waarom (3).

In een nieuw advies dat de Raad van State, afdeling wetgeving, op 9 juli 1985 heeft gegeven op verzoek van de Voorzitter van de Senaat, staat evenwel het volgende te lezen :

> "De Raad van State had opgemerkt dat, als die tekst (artikel 104bis) werd aangenomen, de leden 7 tot 9 van artikel 104 moesten worden opgeheven. Op die wenk is door de Kamer van Volksvertegenwoordigers niet ingegaan, maar toch staat vast dat artikel 104, zevende tot negende lid, zal worden opgeheven. Het zou nochtans verkieslijk zijn een uitdrukkelijke bepaling aan die opheffing te wijden"(4).

.../...

---

(1) Kamer, 781 (1983-1984), nr. 1, blz. 6.

(2) Kamer, 781 (1983-1984), nr. 5, blz. 2.

(3) Kamer, 781 (1983-1984), nr. 12, blz. 17.

(4) Senaat, 767 (1984-1985), nr. 5, blz. 14.

In dat verband heeft de Minister van Binnenlandse Zaken voor de Commissie de volgende verklaring afgelegd :

> "Het zevende tot het negende lid van artikel 104 van de provinciewet had opgeheven moeten worden. Iedereen weet dat een dergelijke opheffing uitdrukkelijk of stilzwijgend kan gebeuren. De Raad van State beperkt zich overigens tot de opmerking dat het verkieslijk zou zijn die bepalingen uitdrukkelijk op te heffen. Artikel 21 van het door de Kamer goedgekeurde ontwerp bepaalt overigens dat de Koning de teksten van de wetten die impliciet zijn gewijzigd, in overeenstemming kan brengen met de nieuwe bepalingen bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit" (1).

Die verklaring kan alleen maar worden uitgelegd als een goedkeuring van de stelling van de stilzwijgende opheffing van de bedoelde leden van artikel 104, ook al is die niet gepaard gegaan met de indiening van een amendement, hetgeen kan worden verklaard doordat men een terugwijzing van het ontwerp naar de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft willen vermijden of althans die terugwijzing in haar onderwerp heeft willen beperken.

Het feit dat de Minister de stelling heeft aangenomen volgens welke er stilzwijgende opheffing is van de bepalingen van artikel 104 die betrekking hebben op het contentieux inzake gemeenteraadsverkiezingen, wijst er met stelligheid op dat, in de geest van de wetgever, het ontworpen artikel 104bis wel degelijk op die geschillen van toepassing was.

.../...

---

(1) Senaat, 149 (1985-1986), nr. 2, blz. 3.

3. Een bevestiging van de hier verdedigde interpretatie kan worden gevonden in bepaalde verklaringen van de twee elkaar opvolgende ministers van Binnenlandse Zaken, waarin het ontworpen artikel 104bis werd voorgesteld als een stap naar de oprichting van administratieve rechtscolleges met algemene bevoegdheid, die in de plaats zouden komen van de bestendige deputaties, inzonderheid voor het bedoelde contentieux (1).

Om die verschillende redenen is de Raad van State van mening dat het ontworpen besluit zich exact naar de wet zou gedragen als het de bepalingen van het koninklijk besluit van 17 september 1987 toepasselijk zou verklaren op de rechtspleging voor het college van gouverneurs.

Wel zouden een aantal aanpassingen nodig zijn wegens het verschil in de situaties die aan de twee rechtsplegingen ten grondslag liggen.

Uitgaande, met name, van het koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76bis van de gemeentekieswet, stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

.../...

---

(1) Verklaring van de Minister van Binnenlandse Zaken in de openbare vergadering van de Kamer op 7 november 1984, 's namiddags (Handelingen, blz. 440) en verklaring van de Minister van Binnenlandse Zaken voor de Kamercommissie (Kamer, 790/4 (1986-1987), blz. 10).

"Het koninklijk besluit van 17 september 1987 betreffende de procedure voor de bestendige deputatie in de gevallen waarin deze een rechtsprekende taak vervult is van toepassing in de gevallen bedoeld in de artikelen 18bis en 21bis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en in artikel 77bis van de gemeentekieswet, onverminderd de termijnen welke die artikelen toepasselijk verklaren en onder het volgende voorbehoud :

1° in plaats van "de bestendige deputatie" dient te worden gelezen : "het college";

2° artikel 3, eerste lid, 3° is niet van toepassing;

3° in afwijking van artikel 4, moet het beroep bij het college worden gericht aan ...;

4° de aan de provinciegriffier toegewezen taken worden uitgeoefend door ...;

5° een afschrift van het verzoekschrift wordt bezorgd aan de burgemeester van de gemeente, om het gedurende ... werkdagen neer te leggen op de gemeentesecretarie, waar eenieder elke werkdag gedurende ten minste drie uren inzage en afschrift kan nemen; binnen drie werkdagen na ontvangst van het verzoekschrift wordt in het Belgisch Staatsblad en in het Bestuursmemoriaal van de provincie een bericht opgenomen waarin, voor ieder ingesteld beroep, de naam van de verzoeker en de betrokken gemeente worden vermeld; het bericht deelt mede dat eenieder op de gemeentesecretarie inzage kan nemen van

het verzoekschrift; zodra hij het verzoekschrift heeft ontvangen, brengt de burgemeester dit ter kennis van het publiek door middel van een in de gewone vorm bekendgemaakt bericht, dat ook de uren van inzage opgeeft; het bericht blijft gedurende de dagen van inzage aan het gemeentehuis aangeplakt; de duur van de aanplakking blijkt uit een door burgemeester en secretaris ondertekend attest dat dadelijk na het verstrijken van de termijn van aanplakking aan het college wordt gezonden.

Onder het voorbehoud gemaakt in 2° en 5° van het eerste lid, is het koninklijk besluit van 17 september 1987 eveneens van toepassing op de beroepen waarvoor de bestendige deputatie bevoegd gebleven is".

Het is zaak van de Regering te oordelen of het besluit van 17 september 1987 op andere punten moet worden aangepast, bijvoorbeeld in de zin van artikel 6 van het koninklijk besluit van 15 juli 1956.

Het laatste lid van de voorgestelde tekst is weliswaar niet onontbeerlijk nu de wetgever heeft erkend dat er objectieve verschillen bestaan tussen de gemeenten waarop het ontworpen besluit in hoofdzaak van toepassing zal zijn en de andere gemeenten van het Rijk, maar is toch nuttig gebleken om de verschillen in regeling tussen beide categorieën van gemeenten zoveel mogelijk beperkt te houden.

.../...

Artikel 11 (nieuw).

Onder dit nummer voege men de tijdelijke bepaling in, welke voorkomt in artikel 2 van het ontwerp. Die bepaling zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"In afwijking van artikel 5, § 1, stelt de Minister van Binnenlandse Zaken de datum van de eerste vergadering van het college vast en roept hij de leden voor die vergadering op".

Artikel 10 (dat artikel 12 wordt).

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de volgende redactie van de bepaling beter aan de bedoeling van de Regering zou beantwoorden.

"Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

Artikel 11 wordt artikel 13.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président,
de Heren : voorzitter,

R. VAN AELST, président de chambre,
kamervoorzitter,

L. FRANCOIS, conseiller d'Etat,
staatsraad,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.
Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.